

Que veut "l'État islamique" ?

Ce prétendu "État" pulvérise les frontières et les hommes au Moyen-Orient. Zoom sur cette violente organisation terroriste, à qui la France fait la guerre.

Par Fleur de la Haye

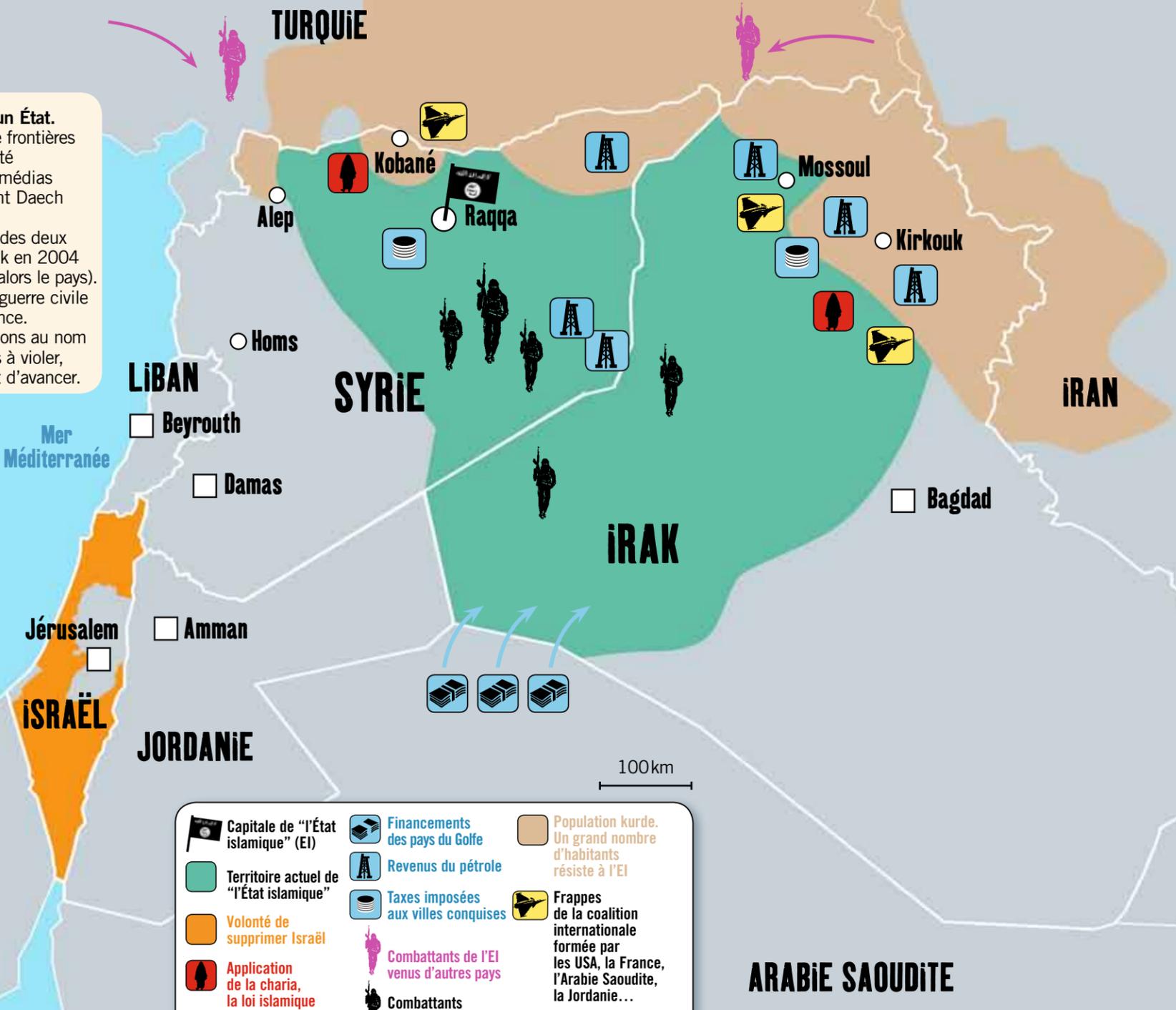


S'étendre

Malgré son nom, "l'État islamique" n'est pas un État. Il ne frappe pas sa propre monnaie, n'a pas de frontières définies et n'est pas reconnu par la communauté internationale. C'est pour le souligner que les médias occidentaux l'appellent de plus en plus souvent Daech (son acronyme arabe, plus péjoratif).
C'est une organisation terroriste sunnite (l'une des deux branches de l'Islam avec le chiisme), née en Irak en 2004 pour s'opposer aux Américains (qui occupaient alors le pays). En 2011, elle a profité de l'instabilité liée à la guerre civile en Syrie pour s'y implanter et élargir son influence. Depuis, elle conquiert les villes et leurs populations au nom de la « guerre sainte » (le djihad), n'hésitant pas à violer, tuer, pendre ou décapiter ceux qui l'empêchent d'avancer.

Imposer un islam radical

Daech rêve de devenir un État islamique, qui s'étendrait de Damas à Bagdad, inclurait les zones peuplées par les Kurdes (des habitants en majorité musulmans dispersés sur quatre pays) et s'étendrait jusqu'à la mer Méditerranée. En juin 2014, son chef Abou Bakr al-Baghdadi, s'en est auto-proclamé « calife ». Un titre qui avait disparu avec l'empire ottoman en 1924 et correspond au désir de Daech de rassembler les musulmans derrière ses ambitions : reprendre Jérusalem, détruire Israël, éliminer les « infidèles » (les athées, les chrétiens, les musulmans chiites, certains sunnites comme les Kurdes, dont la pratique de l'islam ne plaît pas à al-Baghdadi). Et, partout où il règne, faire appliquer la charia, des règles très strictes et anciennes (port du voile intégral pour les femmes, main coupée pour un vol...) régissant le mariage, l'alimentation, la justice, etc.



 Capitale de "l'État islamique" (EI)	 Financements des pays du Golfe	 Population kurde. Un grand nombre d'habitants résiste à l'EI
 Territoire actuel de "l'État islamique"	 Revenus du pétrole	 Frappes de la coalition internationale formée par les USA, la France, l'Arabie Saoudite, la Jordanie...
 Volonté de supprimer Israël	 Taxes imposées aux villes conquises	 Combattants de l'EI venus d'autres pays
 Application de la charia, la loi islamique	 Combattants locaux	

S'enrichir

"L'État islamique" serait le réseau terroriste le plus riche du monde. Il a reçu d'importants dons des États sunnites du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar...). Mais cette source s'est tarie depuis que Daech a conquis du terrain et en menace certains à leurs frontières. Pour se financer, l'organisation compte désormais sur la vente de pétrole (elle s'est emparée de nombreux puits en Irak et en Syrie), de blé (elle s'approprie les terres agricoles des populations expulsées) et d'antiquités. Elle pille aussi les banques des villes qu'elle assujettit et impose aux habitants, commerçants et entreprises de nombreuses taxes. Économiquement, elle est si structurée qu'elle aurait déjà un ministre des finances...

Recruter des combattants

D'après les services secrets américains, les soldats de "l'État islamique" seraient entre 20 000 et 31 500. 15 000 viendraient d'autres pays que l'Irak et la Syrie : les « jeunes djihadistes » qui s'envolent de France, de Belgique, du Royaume-Uni ou d'ailleurs et rejoignent les soldats de Daech par la Turquie. Parmi eux, de récents convertis à l'islam, des élèves en échec scolaire désœuvrés, et dans les rangs des soldats locaux, de nombreux sunnites qui veulent prendre leur revanche sur les chiïtes, placés par les Américains au pouvoir en Irak en 2003, à la chute du dictateur Saddam Hussein. L'organisation terroriste n'a aucun mal à recruter : elle va chercher ses hommes dans les couches les plus pauvres et les moins éduquées, les nourrit, les paye et leur offre même des filles en mariage...

Défier l'Occident

Après la décapitation d'un premier journaliste américain, les États-Unis ont déclaré la guerre à l'EI, suivis par la France et une vingtaine d'autres pays (Arabie Saoudite, Jordanie, Royaume-Uni, Belgique...). Cette coalition internationale intervient à coup de frappes aériennes, ce qui limite son efficacité. Pour l'heure, l'avancée djihadiste est surtout freinée au sol par les Kurdes, qui défendent leurs territoires avec une vaillance impressionnante. Et cela sans l'aide militaire de la Turquie, qui craint de renforcer la soif d'indépendance des Kurdes vivant sur son territoire, si l'armée kurde venait à triompher à Kobané.

Merci à Fabrice Balanche, géographe et directeur du Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient et de la Méditerranée.